

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 12 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur 

EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)

91 rue des Eglantiers
73230 Saint-Alban-Leysse

Références : 20230315-RAP-ExcoffierRecyclage-StAlbanLeysse-InspectionOCP2023
Code AIOT : 0003200726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 mars 2023 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO) implanté 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse. L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" sur le thème des rétentions des stockages de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)
- 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse
- Code AIOT : 0003200726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EXCOFFIER RECYCLAGE, dont le siège social est située à Villy-le-Pelloux (74), exploite à Saint-Alban-Leysse, des installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, relevant du régime de l'autorisation, en particulier sous les rubriques suivantes :
- 2718-1 (A) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t

- 3510 (A) : Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, s'agissant du mélange et du reconditionnement des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718 ;

- 3550 (A) : Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, s'agissant notamment du stockage des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718.

Le site bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral du 21 décembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques : fiches de données sécurité et rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Observation
3	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Sans objet
4	Entretien de la rétention et gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois de s'assurer, auprès de ses fournisseurs, que les FDS à sa disposition soient conformes aux nouvelles prescriptions du règlement (UE) n°2020/878 du 26 juin 2020 et que leur mise à jour est effective en application de l'article 31-9 du règlement REACH.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de deux conteneurs GRV (grands récipients pour vrac) de 1000 litres contenant des huiles pour transmissions hydrauliques, sous la dénomination commerciale "YORK 775 ISO VG 46" et utilisées lors d'opérations de maintenance des engins et machines du site. La présence de l'étiquetage est visible sur les contenants commerciaux. Cet étiquetage est en français. Ce mélange de substances est identifié par l'apposition sur les GRV d'étiquettes conformes au règlement CLP n°1272/2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : Il a été regardé lors de la visite d'inspection la fiche de données de sécurité du lubrifiant "YORK 775 ISO VG 46" dont la dernière révision date du 18/02/2020. Il n'a pas pu être vérifié sur place que le contenu de celle-ci répond à l'ensemble des exigences réglementaires en vigueur et notamment la mise à jour ou la prise en compte effective des nouvelles dispositions introduites par le règlement (UE) 2020/878 (tolérance de mise en application depuis le 31/12/2022).</p> <p>Cette fiche est consultable par le personnel au niveau des bureaux administratifs. L'exploitant met en œuvre les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques identifiés dans la FDS (ventilation suffisante, pas d'incompatibilité de produits....).</p>
Observations : Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois de s'assurer auprès de son fournisseur, que la FDS à sa disposition soit conforme aux nouvelles prescriptions du règlement (UE) n°2020/878 du 26 juin 2020 et que sa mise à jour est effective en application de l'article 31-9 du règlement REACH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Il a été constaté que le stockage des huiles hydrauliques est placé sur rétention et que cette dernière est suffisamment dimensionnée. En effet, la rétention en place représente 50 % de la capacité totale des deux GRV réunis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien de la rétention et gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Il a été constaté que la nature et la tenue de la rétention mise en oeuvre sont adaptées par rapport aux produits stockés. La rétention présentait lors de l'inspection un bon état visuel et celle-ci était vide de tout liquide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'incompatibilité entre les produits stockés dans l'atelier. De plus, la FDS ne mentionne pas d'incompatibilité particulière avec les huiles hydrauliques.
Type de suites proposées : Sans suite